

Affaire Yona : quand la réalité devient un délit, il faut quitter l'UE ! Frexit !

écrit par Gilles La Carbona | 14 avril 2024



Evoquer la réalité devient un délit.

L'affaire Yona est symptomatique du malaise qui fait chanceler notre société et les élites actuellement au pouvoir, obligées de masquer le réel pour s'éviter une remise en question de leur concept.

C'est l'officialisation du déni de réalité, par pure idéologie ancrée à gauche, reprise en cœur par la macronie, qui y voit un moyen de fustiger ce qu'elle classe à l'extrême droite, en opposition aux vertus qu'elle serait censée incarner : l'humanisme. **Il faut donc hurler avec ceux qui estiment qu'on ne peut évoquer les faits qui contredisent la doxa officielle, en l'espèce ici, le rapport entre une certaine immigration et la sécurité des femmes.** Emouvoir, quand il ne s'agit pas de faire peur.

La macronie et la gauche en général jouent sur l'affect pour conduire leur politique. Dans ces conditions l'échec est obligatoire et il se révèle à présent tous les jours. On ne dirige pas en fonction de sentiments, bons ou mauvais, mais en prenant en compte les situations et les intérêts des citoyens. Le dire, même à l'appui de faits incontestables est interdit et toutes les forces de dissuasions et de coercitions sont activées pour taire ce que chacun peut désormais voir, constater ou vivre dans son quotidien. Le supporter exclut à présent de le dénoncer.

Que reproche-t-on à la jeune Yona ? D'avoir inscrit sur une pancarte à l'occasion du carnaval de Besançon, « expulsion des violeurs étrangers ». Pour se mettre à l'abri des poursuites cette jeune femme aurait dû rappeler que c'était là une proposition de Marlène Schiappa du 6/11/2019, peut-être que cette précaution lui aurait permis d'éviter la garde à vue... un fait choquant est d'observer que si un élu de la majorité prononce ces paroles, il n'est pas taxé d'extrême droite et ne risque rien, alors que si c'est un simple citoyen il est condamnable. **Mais pour la gauche, le mythe de l'immigration heureuse doit perdurer et reste inattaquable.** Quiconque entend penser le contraire devient

hors-la-loi. La logique de cette caste est claire : vous ne pouvez dire et penser que ce que nous vous autorisons, tout le reste est déviance pénalement répréhensible. Que de chemin parcouru dans notre démocratie pour arriver à cette censure de la pensée et au déni de réalité. L'autoritarisme et la tyrannie exercés par nos gouvernants sont emblématiques du régime dans lequel nous avons sombré. Yona est la figure d'une résistance qui s'appuie sur les faits réels, jugés, publiés, actés et qui se voit emprisonnée pour avoir exprimé quelque chose d'à la fois officiel et vérifiable.

Rendez-vous compte, évoquer une vérité est devenu un délit, émettre une opinion, ne pas être d'accord avec un discours officiel, également. C'est exactement le sens de la loi liberticide qui vient d'être voté par le parlement, quasiment vide, sur les dérives sectaires. Faire taire les voix dissidentes pour s'assurer l'exclusivité d'une vérité que l'on construit de toutes pièces, puisqu'elle ne correspond pas au rêve que l'on en fait. Immédiatement ceux qui osent rappeler les chiffres sont fustigés, et on lance l'anathème suprême, « l'appel à la haine ». En quoi est-ce outrancier de mentionner ce qui est établi ? Lorsque sur la banderole déployée, il a été inscrit : « *46 femmes auraient pu être épargnées si les OQTF avaient été appliqués* », le texte faisait référence à une logique implacable car évidente, que la non présence de ces personnes sur le territoire français aurait évité ces drames. C'est simple, vrai, donc insupportable. Dans le même temps le ministre de l'intérieur allemande évoque elle aussi cette possibilité de renvoyer chez eux les violeurs et agresseurs. Est-elle également d'extrême droite, fasciste ?

On peut raisonnablement penser que la situation ne s'arrangera pas, puisque hier, le parlement Européen a voté le principe de sanctionner les États qui n'accueilleront pas le quota de migrants imposés, avec l'aide de Renaissance et

des... LR d'ailleurs. Comme d'habitude serait-on tenté de dire, tant ils marchent avec Macron en essayant de ne pas trop en avoir l'air. Ce ne sont pas les mesurètes prévues pour contrôler les arrivants qui changeront quelque chose, puisqu'il n'est jamais question de renvoyer ces personnes chez elles. Or c'est bien là le principal problème. Nous ne pouvons plus recevoir ni supporter socialement, financièrement ces vagues. Ce n'est pas mieux les contrôler qu'il faut, c'est ne plus les laisser entrer. L'esprit de libre pensée a fui les élites, notre pays est en proie à un obscurantisme intellectuel dont le fondement est l'adhésion sans concession au discours officiel et en parallèle à la répression sociale et juridique des dissidents.

C'est ce type de régime qui clame haut et fort son attachement viscéral à la liberté et la démocratie, tout en ayant une lecture de ces principes très personnelle et fondamentalement à l'opposé de l'essence même des mots. On en vient à se demander s'ils nous prennent pour des imbéciles ou si sont eux qui le sont ? Yona est la représentante vivante et concernée d'une lutte pour le droit des femmes, que d'autres femmes récusent et combattent alors qu'elles devraient être à leurs côtés. La lutte contre les violences faites aux femmes est légitime, uniquement si l'homme agresseur n'est pas de couleur... et pour une femme, refuser de se faire violer par un étranger sous OQTF, c'est raciste... où va-t-on ? L'idéologie a pris le dessus et il leur est impossible de les soutenir car enfermés dans une tourmente intellectuelle qui les éloigne du concret. Yona ne doit pas être suspectée ni emprisonnée, en s'acharnant sur cette jeune femme on se trompe de combat. Ce n'est pas celle qui dénonce qui doit être inquiétée, mais bien ceux qui commettent les crimes. Or c'est devenu une constance dans notre pays que de privilégier l'agresseur, au détriment de l'agressé. Si les jeunes femmes ne peuvent plus sortir à partir d'une certaine heure, ou traverser certains quartiers parce qu'elles arborent leur féminité en toute liberté,

c'est donc à elles de prendre en compte cette nouvelle donne de notre société, de s'adapter, de capituler face à l'obligation de trouver dans ces délinquants, un motif légitime pour leurs actes. Ils ne seraient responsables de rien puisque leur culture leur a enseigné à agir ainsi sans être inquiétés.

Penser de cette façon c'est oublier qu'en choisissant de migrer chez nous, ils devraient se plier à nos références. Gardons en mémoire que nous ne les faisons pas venir, ils décident eux-mêmes d'immigrer en Europe. C'est donc un choix personnel qui devrait être assorti de l'obligation de respecter nos coutumes et d'oublier les leurs en public, surtout quand ces dernières sont en totales contradictions avec nos pratiques et notre histoire.

Pourrons nous en finir avec cette mansuétude qui se couvre du prétexte d'un humanisme détourné, dévoyé, pour justifier la persécution de ceux qui n'entendent pas se laisser dicter une façon de vivre qui n'est pas de notre essence ? Hier encore un homme a tué au couteau à Bordeaux avant d'être abattu par la police. Que fallait-il faire selon ces donneurs de leçons ? **La France va mal et le choc que l'Europe veut lui infliger en persistant à accueillir une immigration massive ne pourra déboucher que sur un chaos général à moyen terme.** Le changement de paradigme doit être radical.

Pour cela il faut tourner le dos à cette Europe qui ne protège plus personne si ce n'est les intérêts de la clique de Davos aux commandes. S'en souvenir le 9 juin pourrait être le début d'un renouveau.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire